



INSTITUTION ADOUR
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 4 mars 2015 à 13h30

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et VERDIER

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM LAJUX, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CASTAINGS, CAUSSE, CHANTRE, FAUQUE et GUILHAS

DOSSIER IV - AFFAIRES DIVERSES

3) La Barne : Exploitation de l'ouvrage/Participation des bénéficiaires

Instauration de la participation aux dépenses d'exploitation, d'entretien et de maintenance de la retenue de La Barne et de ses équipements annexes

Exposé des motifs

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code rural et de la pêche maritime,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux du bassin Adour Garonne,

Vu le Plan de Gestion des Etiages du sous bassin de l'Adour en amont de la confluence avec la Midouze,

Vu l'arrêté interdépartemental n° 2013 333-0001 du portant Déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du Code de l'Environnement en vue de réaliser la construction et l'exploitation de la retenue collinaire sur le ruisseau de La Barne sur les communes de Cahuzac-sur Adour, Galiac, Goux, Izotges, Ju Belloc, Plaisance du Gers, Préchac sur Adour, Tasque et Tieste Uragnoux dans le département du Gers (32) et Hères dans le département des Hautes Pyrénées (65),

Considérant que la retenue collinaire de La Barne présente un caractère d'intérêt général conformément à l'article L211-7 du Code de l'Environnement, au regard du volume stocké de l'ordre de 1 000 000 m³ qui se substitue en partie à la dérivation de l'Adour au niveau de la prise d'eau des Charrutots en période d'étiage et permet ainsi de sécuriser le débit de l'Adour à Aire sur Adour,

Considérant que la présente opération s'insère dans un programme d'amélioration de la garantie de la ressource en eau,

Le Conseil d'administration

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

➤ Sont redevables d'une participation aux dépenses d'exploitation, d'entretien et de maintenance de la retenue de La Barne et de ses équipements annexes les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt

Ces personnes publiques ou privées, physiques ou morales correspondent aux irrigants, préleveurs d'eau potable et industriels, sur les communes de Cahuzac-sur Adour, Galiac, Goux, Izotges, Jû-Belloc, Plaisance du Gers, Préchac sur Adour, Tasque et Tieste Uragnoux dans le département du Gers (32) et Hères dans le département des Hautes Pyrénées (65),

Cette participation annuelle est destinée à couvrir les charges de gestion, d'exploitation et de maintenance. Elle est répartie entre les bénéficiaires de l'aménagement pour tous les prélèvements effectués durant la période du 1^{er} juin au 31 octobre.

La répartition des charges fera l'objet d'un contrat entre l'Institution Adour et les bénéficiaires.

- Pour les préleveurs non agricoles ce contrat est basé sur un débit issu du volume global prélevé pendant la période de soutien des étiages (1^{er} juin/31 octobre)
- Pour les préleveurs agricoles le contrat est établi sur la base d'un débit ou surface et d'un volume d'eau maximum (quota) prélevable par l'utilisateur signataire en fonction desquels sont injectés et/ou gérés les débits et les volumes nécessaires pour répondre aux besoins en complément des ressources naturelles

➤ **Confirme que la redevance** est due par les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt et que ces personnes publiques ou privées, physiques ou morales correspondent aux usagers de l'eau au titre de l'irrigation, de l'eau potable et des activités industrielles, pour des prélèvements d'eau effectués entre le 1^{er} juin et le 31 octobre sur le périmètre des communes listées ci-dessus.

Cette redevance est additionnelle à celle définie en application de l'arrêté interpréfectoral n°2014024-0010 du 24 janvier 2014 portant Déclaration d'intérêt général, autorisant les travaux au titre du Code de l'Environnement et instituant des servitudes pour la gestion globale de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour par l'Institution Adour.

➤ **Confirme que le prélèvement sera autorisé au vu du contrat souscrit avec l'Institution Adour et établi sur la base de la surface souscrite et d'un volume prélevable en toute connaissance du débit maximal pompé et en respect d'un volume alloué :**

- Pour les préleveurs non agricoles, ce contrat est basé sur un débit issu du volume global prélevé pendant la période de soutien des étiages
- Pour les préleveurs agricoles, le contrat est établi sur la base d'un débit ou d'une surface et d'un volume d'eau maximum (quota) prélevable par l'utilisateur signataire en fonction desquels sont injectés et/ou gérés le débit et les volumes nécessaires pour répondre aux besoins en complément des ressources naturelles.

Le contrôle des volumes prélevés sera effectué sur des compteurs agréés installés et gérés par les préleveurs sur chacun des points de pompage (individuel ou collectif)

➤ **Confirme que les surfaces et volumes souscrits pour l'irrigation seront renégociables en accord avec l'organisme Unique** avant chaque campagne, dans la limite du volume maximal prélevable pour l'irrigation.

Les dispositions de principe sus évoquées, et notamment le tarif lié au quota unitaire, pourront donc être adaptées en cas d'attributions de quotas différenciés par l'Organisme unique

➤ **Confirme que le montant estimatif de la charge à répartir est de 60 000 € HT réparti comme suit :**

- Gestion des ouvrages : 30 000 €
- Constitution de provision pour grosse maintenance et éventuelles mesures correctives : 12 000 €
- Obligations réglementaires pour le suivi de la sécurité de l'ouvrage : 3 000 €
- Assurances, impôts et taxes : 5 000 €
- Remplissage complémentaire : 10 000 €

.../...

27.03.15

➤ **Dit que le montant de la participation est fixé comme suit :**

La tarification est assise sur le principe du tarif binôme suivant :

- montant de la part fixe : 17,5 €/ha pour une consommation jusqu'à 1 540 m³/ha,
- montant de la part variable : 7,9 €/ha pour tout volume consommé dans la part proportionnelle de 1 540 à 1 900 m³/ha, soit un tarif unitaire de 2,2 centimes d'€/m³

Le montant de la participation financière pour la consommation totale du quota de 1900 m³/ha attribué par l'Organisme Unique en 2014 s'élève donc à 25,4 €/ha.

➤ **Confirme que le montant de tout prélèvement au-delà du volume prélevable autorisé sera facturé :**

- Au tarif pénalisant de 6,5 centimes d'euros/m³ jusqu'en 2021
- Puis de 15 centimes d'euros/m³ à compter de 2021 supérieur à celui déjà majoré de la tranche variable

La participation sera actualisée annuellement suivant une formule conventionnelle prenant en compte des indices de références reconnus et donnant une valeur d'unité tarifaire (UT), formule qui sera détaillée dans les contrats de souscription.

➤ **Confirme qu'avant le 15 novembre de chaque année, tout usager ayant effectué un prélèvement est tenu de déclarer à l'Institution Adour, ou à toute personne physique ou morale dûment habilitée à la représenter, les volumes prélevés**

➤ **Mandate le Président pour formaliser et signer les actes se rapportant à l'objet de la délibération,**

➤ **D'inscrire les crédits nécessaires au budget de l'Institution**

➤ **La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat**

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

